

Communication de
Madame Hélène Say

Annexe par Monsieur Alain Petiot

(Amphith  tre Cuénot - Nancy)



Séance du 11 juin 2021



Les Lorrains du Banat

Introduction

La question du Banat et l'historiographie

La ville de Timi  oara, pour un Lorrain contemporain et à condition qu'il ait au moins une quarantaine d'années, ramène à l'affaire des faux charniers découverts en décembre 1989, à la fin du régime de Nicolas Ceaucescu. Qui sait que *Temesvar* est la capitale du Banat, où se trouve le Banat, et qui connaît ses liens avec la Lorraine ? Pourtant, nous devons « l'invention » de l'émigration lorraine au Banat en partie à notre confrère André Rosambert (1896-1977)^[1], né à Resiczabanya, au sud-est de Temesvar et au cœur du Banat, d'un père lorrain, Charles Rosambert (1865-1937). La carrière professionnelle de Charles Rosambert, ingénieur de l'  cole centrale des arts et manufactures, spécialisé dans le commerce des métaux bruts et manufacturés, l'avait conduit dans l'empire austro-hongrois. Le réveil d'une forme d'identitarisme banatais, adossé à l'histoire particulière des populations de la région et provoqué par le démembrement de l'Empire austro-hongrois au traité de Trianon en 1920, retient l'attention d'historiens lorrains : Pierre Loevenbruck^[2], André Gain^[3], André Rosambert^[4] enfin, qui voyage en Roumanie et en Serbie en 1929, 1933, 1934, 1937 et 1938 ; le voyage prévu en 1939 est annulé en raison de la guerre.



Charles Rosambert
(1865-1937)

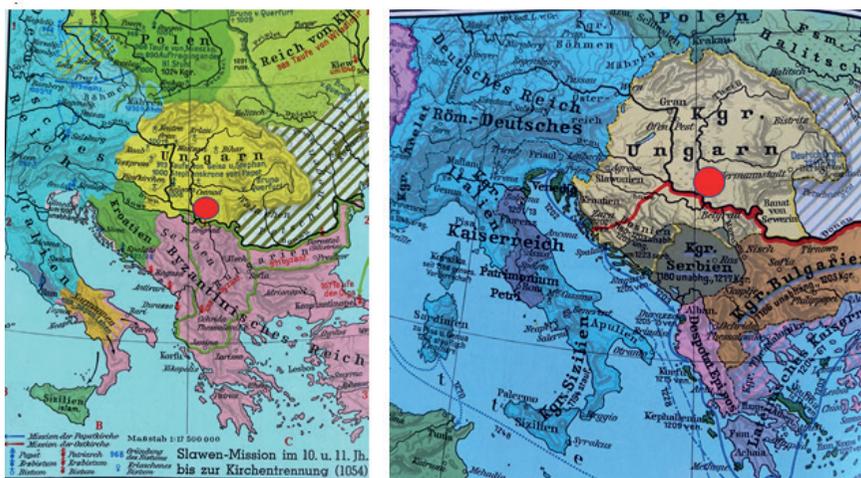


André Rosambert en 1939
(1896-1977)

À la même époque, pour des raisons non nécessairement dénuées d'idéologie, des historiens allemands s'intéressent à l'émigration massive des Souabes vers le Banat, la Batchka (Serbie et Croatie) et la Galicie (en Pologne). Les dépouillements concernent deux types de documents : les registres d'inscription des colons, conservés aux Archives nationales d'Autriche, qui permettent de mieux appréhender l'ampleur de cette émigration, ses vagues successives, l'origine géographique des migrants ; les registres paroissiaux de villages fondés *ex nihilo* par la colonisation thérésienne qui, eux, témoignent notamment d'une assimilation progressive des Lorrains (langue d'usage, patronymes) aux dénommés « Souabes », selon le terme générique adopté à l'époque. En Lorraine, Charles Hiegel, conservateur aux archives de la Moselle et germaniste, effectue dans les années 1960 un dépouillement méthodique, à l'autre bout de la chaîne, des archives judiciaires et notariales afin de mieux cerner le profil sociologique des migrants, les conditions de leur départ, les répercussions locales. Des historiens hongrois et roumains se saisissent à leur tour, à partir des années 1990, de la question banataise, mais aussi des descendants des migrants revenus en Allemagne, en France ou partis en Amérique, réunis ici ou là en associations destinées à conserver le flambeau de la mémoire ; ce regain d'intérêt a donné lieu à des travaux d'envergure sur les généalogies des familles^[5] en intégrant, à l'occasion, des problématiques nouvelles comme celle des Yéniches^[6].

Le Banat de Temesvar, un territoire exposé

D'une superficie de 28 500 km² (l'équivalent de la Belgique), le Banat de Temesvar est délimité par trois cours d'eau : le Mures (ou Maros en allemand) au nord, la Tisza (ou Theiss) à l'ouest, le Danube au sud ; à l'est, c'est le massif des Carpates méridionales qui le borde. Banat signifie en hongrois marche-frontière, gouvernée par un « ban ». Aussi loin que remonte la mémoire historique, la région sert de zone tampon, donc à la fois de champ de bataille et de zone de repli aux portes de l'Europe occidentale pour les hordes venues de l'Est : la Dacie, après de nombreuses campagnes militaires des Romains, finit par être incorporée dans l'empire au II^e siècle, les Huns d'Attila se replient sur la Tisza au V^e siècle, les Avars de même au VII^e, les Magyars à la fin du IX^e, qui se convertissent au christianisme et peuplent durablement la région.



Le royaume de Hongrie, au XI^e et au XIII^e siècle.

(Limite de l'empire byzantin en rouge);

© Großer Atlas zur Weltgeschichte, 10. Aufl., Braunschweig, 1978.

Sous le règne de Sigismond de Luxembourg, à la mi-XIV^e siècle, la Hongrie commence à subir les incursions ottomanes. Dès 1456, le sultan Mehmet II (1432-1481) menace Belgrade, qui tombe en 1521 après l'assaut mené par Soliman le Magnifique (1494-1566, sultan de 1520 à 1566). La conquête du Banat est ouverte ; après la bataille de Mohács (1526) et la chute de Temesvar (1552), il devient une province de l'empire (eyâlet) dont la capitale est Temesvar. Les terres, négligées, retournent à l'état de marécages insalubres en plaine, de friches ailleurs.



*Kriegstheater Ungarn [La Hongrie, théâtre de la guerre],
Nuremberg, chez Jean Adam Felsbeker (1737) ;
Landesarchiv Baden-Württemberg, Stuttgart, N 100 / 18-1.*

La reconquête des Balkans est enclenchée après la victoire au Mont-Chaube (*Kahlenberg*), devant Vienne, le 12 septembre 1683, que remportent les troupes impériales menées par le roi de Pologne Jean III Sobiesky et Charles de Lorraine (1643-1690) sur les Ottomans et leurs alliés (dont des princes hongrois et des ingénieurs envoyés par le roi de France). En 1718, par le traité de Passarowitz, le Banat de Temesvar est reconnu comme possession des Habsbourg et rattaché directement à la couronne. Après cent-cinquante ans de déshérence agricole et d'hémorragie démographique, l'urgence est désormais de repeupler cette région devenue le glacis défensif de l'empire austro-hongrois et de la chrétienté, toujours exposé à la menace ottomane. En 1717, le territoire compte 663 villes et villages, et 90 000 habitants avec une densité de 3 h/km².

Vers le Banat

Une émigration en plusieurs vagues successives

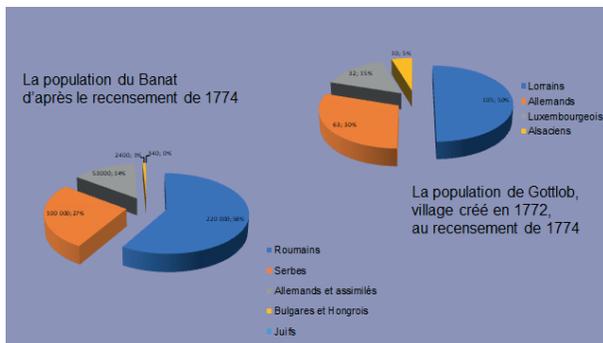
L'émigration est organisée par la couronne autrichienne en plusieurs vagues successives. La première est organisée dès 1718. Les agents recruteurs

ciblent en priorité des artisans, des forestiers, des mineurs (1717-1721), puis des paysans (à partir de 1722, avec le premier *Schwabenzug*). Sous la dénomination de Souabes sont réunis, à côté des migrants originaires de l'actuel sud-ouest de l'Allemagne et majoritaires en nombre, ceux qui partent de Lorraine, du Luxembourg belge, du diocèse de Trèves, du Palatinat, de la Sarre, de l'Alsace dans une moindre mesure. L'appartenance au catholicisme constitue la seule condition pour être enregistré comme colon par la couronne autrichienne. Des populations des Balkans, pour partie orthodoxes et soucieuses d'échapper à la domination ottomane, ainsi que des Italiens viennent également repeupler le Banat. Des Lorrains participent ainsi à la création de Mercydorf (auj. Carani), à 20 km au nord de Temesvar, dont le toponyme rend hommage au général lorrain Claude Florimond de Mercy (1666-1734), premier gouverneur de la province. La fin des années 1730 est marquée par la reprise de la guerre contre les Ottomans et des épidémies, dont la peste, qui déciment une population affaiblie.

Après la mort de l'empereur Charles VI, en 1740, sa fille Marie-Thérèse (1717-1780) reprend la politique de colonisation du Banat, mais prudemment d'abord ; il s'agit d'une reconstitution du territoire après la crise de 1736-1739, plutôt que d'une nouvelle colonisation. De 1748 à 1752, le mouvement migratoire touche principalement la Lorraine et les régions limitrophes. Comme l'a relevé André Rosambert, « le marquis de La Galaizière [(1697-1783), intendant de Lorraine de 1737 à 1768] devient, à son insu, le meilleur des agents recruteurs de Sa Majesté impériale en quête de colons » par « les mesures (...) qui frappent particulièrement les paysans lorrains, enrôlements forcés, réquisitions, augmentation des impôts »^[7]. La guerre de Succession d'Autriche (1748) puis surtout la guerre de Sept Ans contre la Prusse et la Saxe (1756-1763) suspendent l'effort de colonisation et l'appel à l'émigration.

La colonisation est véritablement relancée à partir de la fin de la guerre de Sept Ans (1763). Un deuxième *Schwabenzug* dure jusqu'en 1770. Sur 60 000 colons installés, on estime à 12 000 (un cinquième) ceux qui sont originaires des bailliages lorrains, essentiellement de Sarreguemines, Bouzonville et du comté de Bitche, proches de la frontière et des bureaux de recrutement ; la moitié d'entre eux arrive en 1770-1771. La dernière vague intervient sous le règne de Joseph II, de 1782 à 1787. Elle est interrompue par la reprise de la guerre, cette fois contre la Russie et les Turcs, qui affecte de nouveau le Banat.

Au terme de soixante années de domination par les Habsbourg, la population du Banat est composée, selon les données du recensement de 1774 : à 85 % d'autochtones, Roumains et Serbes, à 14 % de Souabes et assimilés (dont



les Lorrains), à 0,6 % de Hongrois et Bulgares, pour un total de 375 740 habitants. La population a donc plus que quadruplé pendant la période.

On ne compte cependant aucun Roumain ni Serbe dans les villages tout juste créés par les colons « Souabes », comme à Gottlob ou encore à Triebswetter^[8] où la population est majoritairement issue des territoires des actuels arrondissements de Château-Salins et Sarrebourg, en mordant sur le Lunévillois.

Une émigration prohibée

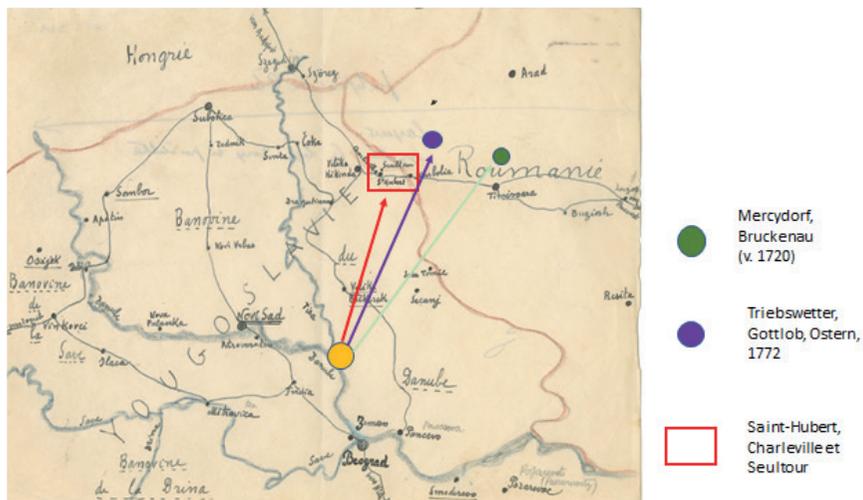
Le mouvement migratoire est suffisamment sensible dans le bailliage d'Allemagne pour que le duc Léopold prenne un arrêt en Conseil d'État, le 17 mars 1724, qui prévoit que les contrats de ventes d'immeubles conclus par des particuliers du bailliage « dans le dessein d'aller dans les pays étrangers se faire un établissement chimérique » seront cassés et annulés^[9]. La confirmation de l'arrêté fait partie des toutes premières mesures du règne de Stanislas, en 1737, mais la poursuite de l'émigration conduit à élargir bientôt le dispositif à tous les bailliages et à durcir les mesures de répression, par ordonnance du 15 octobre 1740. Les premières poursuites judiciaires pour infraction à cette ordonnance sont engagées en 1752 dans le bailliage de Bouzonville, mais elles resteront marginales, frappant plus volontiers les francophones, moins aptes à se fondre dans la population et donc plus facilement confondus au moment de franchir la frontière. Quant aux peines prononcées, elles se veulent plus clémentes que les réquisitions du procureur et certaines sont même annulées en appel à la Cour souveraine à Nancy. Deux nouveaux arrêts sont pris par la Cour souveraine en 1769, ordonnant la stricte application des peines édictées – preuve, s'il en était besoin, que le dispositif est largement contourné. Ils donnent lieu à une nouvelle vague d'arrestations à la frontière, mais sans endiguer pour autant le flux migratoire, si bien qu'en 1770, un arrêt d'amnistie de la Cour souveraine autorise le retour des émigrés et la restitution de leurs biens. Ce changement radical de stratégie ne s'avère pas plus efficace que la tentative de l'intendant de Lorraine, en réponse à l'appel de celui de Corse, de détourner l'émigration vers l'île de Beauté qui attire décidément beaucoup moins que les Balkans.

Période	1752	1770-1771	1783-1785
Nombre de poursuites judiciaires	12	14 180 migrants arrêtés 6000 installés au Banat	10

Un long voyage...

Les procédures judiciaires contre les candidats à l'émigration permettent d'appréhender leur profil. Il ne s'agit jamais de pauvres hères, mais d'une population essentiellement rurale (petits laboureurs, bouchers, etc.), qui sait écrire (les dépositions lors des enquêtes judiciaires sont dûment signées) et qui connaît ou craint la précarité en raison notamment de la charge fiscale imposée par l'administration royale française ; la propagande des émissaires de Marie-Thérèse d'Autriche, qui vendent les avantages consentis par la Couronne aux colons, fait mouche. Les responsabilités prises par des Lorrains, y compris francophones (un Husson à Mercydorf, un Jean-Darme ou Gendarme à Bruckenau, en 1772) confirment le niveau d'instruction des migrants.

L'émigration suppose que des économies suffisantes aient été réunies afin de couvrir les frais d'un voyage qui dure 40 à 50 jours, et c'est la vente des biens (maison, cheptel, terrains...) avant le départ qui enclenche les enquêtes et les arrestations ; celles-ci s'appuient ensuite sur le témoignage plus ou moins bienveillant du voisinage pour confondre le coupable ou l'acquitter. Pour 8 à 10 louis d'or par personne, payables pour la première moitié au départ et pour le solde à l'arrivée à Ulm, les migrants peuvent recourir aux services d'un voiturier, souvent un laboureur en quête de revenus complémentaires. À partir d'Ulm, port d'embarquement sur le Danube, ils sont pris en charge par l'organisation impériale – un office central de la colonisation avant l'heure. Le reste du trajet s'effectue en bateau sur le Danube jusqu'au confluent de la Tisza, à l'est de Novi Sad, avec une rupture de charge à Vienne afin d'y être enregistré comme colon. Du Danube à la région de Temesvar, le trajet se finit par la route.

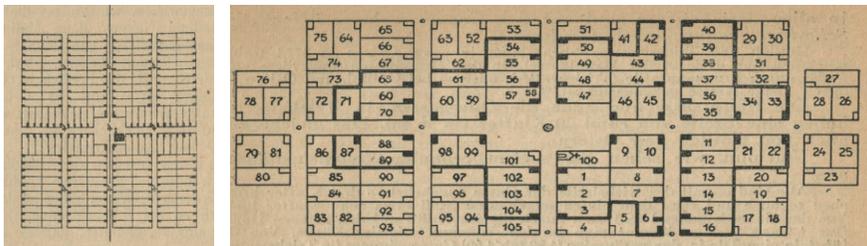


Les principales zones d'implantation des colons lorrains.
Fond de carte: A. Rosambert. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle, 159 J 29.

Vivre au Banat

Le développement d'une culture banataise

Les principales infrastructures, dans les villages destinés aux colons, sont construites aux frais de la Couronne par des ingénieurs militaires: église et presbytère, école, moulin, fontaine, ... Les villages sont tous édifiés sur le même plan: un découpage géométrique autour d'une place centrale bordée par l'église, l'école, l'auberge (lieu autant de convivialité que de réunion); les maisons sont réparties par 50 en quartiers et rues. Chaque famille reçoit une maison, du matériel agricole de base, des semences, de la terre, et jouit d'une exemption fiscale de trois ans, étendue à six en 1763 – et à dix ans pour les artisans. L'afflux est tel en 1770-1772 que la construction des maisons ne suit plus et finit par être abandonnée aux colons. À la même époque, les aides du Trésor impérial à la colonisation sont suspendues, avant d'être définitivement supprimées en 1787. Les nouveaux arrivants sont confrontés à la précarité et à la désillusion; l'administration régionale est saisie de demandes, soit d'aide exceptionnelle, soit de passeports pour laisser les immigrés à rentrer dans leur pays d'origine.



Plans des villages de Tribswetter (à gauche)

et d'Ostern (à droite), au nord-ouest de Timisoara, d'après des plans 1791 et 1793.

Ostern : les maisons datant de la fondation, en 1772, sont représentées par des carrés pleins.

Georg Reiser, *Zur spät-theresianischen Ansiedlung im Banat, Budapest, 1937*, p. 10.

L'intégration des colons germanophones, qui constituent les trois quarts du contingent lorrain, est facilitée par la langue. Les francophones ne représentent la majorité de la population que dans quatre villages, trois dans le Banat serbe (Charleville, Saint-Hubert et Seultour), et le quatrième, Tribswetter et ses satellites de Gottlob et Ostern, à l'ouest du Banat roumain, tous fondés en 1770-1772. Des francophones sont néanmoins installés dans d'autres villages, et en nombre suffisant pour que l'administration régionale réclame à Vienne des chirurgiens parlant français. Les épidémies, les maladies endémiques, une alimentation différente suscitent en effet une mortalité élevée parmi les nouveaux venus.

Dans les villages dits français (les *Welsche Dörfer*), les maîtres d'école sont d'origine lorraine jusqu'au début du XIX^e siècle, enseignant en français et en allemand en dépit de l'ordonnance impériale de 1777 qui a imposé l'allemand et le latin exclusivement comme langues de l'enseignement. Le français y résiste jusqu'au premier tiers du XIX^e siècle. Le fait que les curés desservants parlent aussi français jusqu'à la fin des années 1830 laisse en tout cas supposer qu'un sabir à base de français mâtiné d'allemand ou plutôt de *platt*, et de slave reste en usage. Finalement, rares sont les patronymes français qui ne finissent pas par subir les effets de la germanisation, quand elle ne s'est pas appliquée au moment de l'enregistrement à Vienne : là déjà, Vautrin est devenu *Wottreng*, Michon *Muschong*, etc. À partir de la mi-XIX^e siècle, le français semble bel et bien complètement abandonné ; les inscriptions funéraires sur les tombes de la famille Sillier, au cimetière de Mercydorf, en témoignent.



Le cimetière de Saint-Hubert et la tombe de Joseph Silier : « *Hier ruht Joseph Silier* ». Cl. A. Rosambert. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle, 159 J 32.

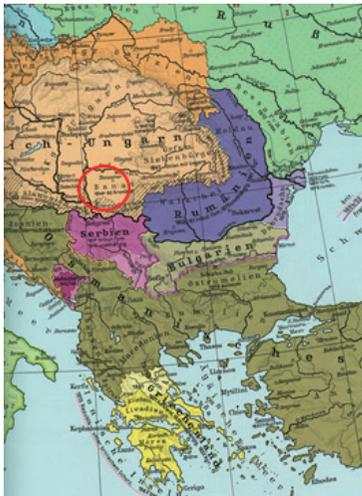
Trois générations après le début de la colonisation orchestrée par Vienne, les « paysans du Danube » ont transformé le Banat en l'un des greniers à blé de l'Europe centrale (la production est excédentaire dès la fin du XVIII^e siècle) et la culture de la vigne s'est développée. L'économie essentiellement agricole (puis un peu métallurgique) de la région est stimulée par les importants travaux d'équipements menés tout au long du XIX^e siècle : canaux, voies ferrées et routes maillent le territoire.

L'identité au risque du nationalisme

La révolution hongroise de 1848-1849 plonge le Banat au cœur des conflits politiques et nationalistes qui vont rythmer son histoire pendant un siècle. À partir de la défaite des troupes impériales contre la Prusse à Sadowa (1867) et de l'instauration d'une double monarchie, le gouvernement hongrois a les coudées franches pour mener une politique de magyarisation. En réaction, l'affirmation d'une culture identitaire par les « Souabes » se traduit par un faible taux de mariages hors de leur communauté et la création d'instances destinées à les représenter à Budapest. Par ailleurs, les Banatais n'échappent pas au mouvement d'émigration vers les États-Unis d'Amérique ; c'est ainsi que des Lorrains d'origine (des Lefort, par exemple), Banatais de culture, Hongrois de nationalité, s'y implantent à la fin du siècle.

En contrepartie de son engagement aux côtés de l'Entente, le 17 août 1916, la Roumanie jusqu'alors neutre obtient carte blanche pour annexer le Banat, la Bukovine et la Transylvanie. En 1918, les deux tiers nord-est, avec Temesvar

(désormais Timișoara) et les villages de Mercedorf et Triebswetter, intègrent la Roumanie ; un tiers sud-ouest, avec Charleville, Saint-Hubert et Seultour revient à la Serbie, bientôt absorbée dans la Yougoslavie ; - une mince frange au nord est laissée à la Hongrie.



Le Banat, avant et après la Première Guerre mondiale et le démembrement de la Hongrie (1918/1920).

© *Großer Atlas zur Weltgeschichte*, 10. Aufl., Braunschweig, 1978.

Le rattachement à la Roumanie suscite de vives oppositions. Un comité des Alsaciens-Lorrains du Banat est fondé, qui, mené par l'avocat de Triebswetter Étienne Frecot^[10], présente à Clemenceau, en alternative, un projet de création d'une république neutre et indépendante de Banatie, à l'exemple de la Confédération helvétique, ou demande à défaut le maintien du Banat et de la Batchka voisine dans l'orbite hongroise. Le traité de Trianon, le 4 juin 1920, entérine néanmoins la partition du territoire. En 1930, on estime à un millier les descendants des colons lorrains sur le territoire yougoslave, à 5 000 sur le territoire roumain, intégrés à une minorité allemande de près de 800 000 personnes. Ce groupe ethnique allemand va bientôt devenir le fer de lance de la propagande pangermaniste dans la région.

Renouer avec les origines lorraines

Le traité de Trianon a liquidé les espoirs caressés par les descendants des colons de traduire la spécificité culturelle du Banat, née du brassage de populations locales avec l'immigration souabe, en une réalité géopolitique. Après avoir dû renoncer à rester dans le giron de la couronne des Habsbourg,

il a fallu renoncer à rester Hongrois – un pis-aller qui avait fini par être accepté. L'Allemagne est vaincue. La Roumanie s'emploie à substituer le roumain au magyar, comme le magyar avait supplanté l'allemand un demi-siècle plus tôt. Temesvar devient Timișoara, Mercydorf Mertișoara. La mémoire lorraine, qui rattache à la France sortie vainqueur de la guerre, s'extrait de l'identité globale souabe.



Célébrations du bicentenaire

de la fondation de Mercydorf / Mertișoara, les 15-16 septembre 1934.

Comme le note André Rosambert au dos du tirage, le *Willkommen* allemand est beaucoup plus lisible que le *Bineati venit* roumain.

Cl. A. Rosambert. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle, 159 J 32.

Grâce surtout à André Rosambert, on connaît l'histoire du Musée lorrain de Saint-Hubert, ouvert en 1931 et né de la collecte d'objets et de documents auprès de descendants des colons lorrains par Nikolaus Hess (1888-1944), à partir de 1923. Parmi ces documents figurent des actes de naissance dressés à Paroy et Bertrambois, ou encore un missel en français; les migrants sont donc bien partis avec leur état civil et religieux, pieusement conservé dans des familles dont la langue est devenue l'allemand. Hess effectue un voyage à Nancy en 1927, occasion pour lui de visiter le Musée lorrain et de nouer des relations avec André Rosambert. Celui-ci lui rend visite à Saint-Hubert en février 1933, à l'occasion du mariage de Magdalena Hess, au cours duquel est interprété l'hymne lorrain. Sentant les dangers d'un pangermanisme militant, instrumentalisé par Berlin, André Rosambert s'attache, au cours de ses voyages successifs, à valoriser toutes les traces d'une présence lorraine non soluble dans la communauté allemande des *Volksdeutsche*, et tente de sensibiliser des hommes politiques lorrains comme Albert Lebrun ou Louis Marin à la cause du Banat.

Guerre, déportation et exil

Guerre et déportation

L'adhésion de la Hongrie à l'Axe, sous la régence de l'amiral Miklos Horthy de Nagybánya (1868-1957), et la déclaration de guerre de l'Allemagne et de l'Italie à la Yougoslavie en 1941 valent à la Hongrie de récupérer la partie yougoslave du Banat, mais aussi aux Banatais d'être enrôlés de force comme *Volksdeutsche* (Allemands ethniques) dans la *Waffen SS*, principalement la division « *Prinz Eugen* »^[11] affectée à la lutte contre les partisans communistes yougoslaves – des « *Malgré nous* », à ceci près que l'idéologie nazie a trouvé au Banat un terreau favorable, travaillé depuis une bonne décennie. La Roumanie finit par basculer du côté de l'Axe, en 1943 ; les *Volksdeutsche* sont radiés de l'armée roumaine et enrôlés à leur tour dans la *Waffen SS*.

Dans la partie yougoslave, les partisans du maréchal Tito procèdent à une épuration ethnique dès l'automne 1944. Nicolas Hess, considéré comme nazi, est exécuté à Kikinda au mois d'octobre. Côté roumain, l'avancée de l'Armée rouge provoque l'évacuation de nombreux villages vers le Banat yougoslave mais aussi vers l'Allemagne et l'Autriche, puis les Soviétiques déportent à partir de janvier 1945 les hommes de 16 à 45 ans et les femmes de 17 à 32 ans^[12] dans des camps de travail. Le nombre de déportés est évalué à 35 000, tandis que 60 000 autres Allemands ethniques (dont un tiers seulement d'hommes) sont acheminés dans des camps de prisonniers en Hongrie, ou de réfugiés en Autriche et en Allemagne.



Exil et déportation des Allemands ethniques de Roumanie après le 23 août 1944.

35 000 Banatais sont déportés en Union soviétique à partir de janvier 1945 © Stefan Jäger.

Dans la région de Triebswetter, grâce à l'action énergique de Hans Damas, appelée « *die französische Aktion* » (autrement dit... l'Action française), leur patronyme d'origine française sauve, dans la nuit du 13 au 14 janvier 1945, plus de trois cents habitants de la déportation, et ces Français peuvent conserver leurs terres agricoles jusqu'à ce qu'ils soient à leur tour frappés d'expropriation par le gouvernement roumain, en 1947-1948.

Les réfugiés

Dans le camp autrichien de réfugiés situé en zone soviétique, Jean Lamesfeld (1909-1981), ancien inspecteur des finances en chef du district roumain du Banat, parvient à introduire clandestinement de fausses cartes d'identité permettant à 10 000 réfugiés de passer en zone militaire française et d'échapper à la déportation. Ils sont transférés en 1946 au camp de Kematen, près d'Innsbruck (Tyrol) où ils servent de main-d'œuvre à l'usine Messerschmitt, aménagée naguère par les nazis. En dépit de l'implication de Robert Schuman (1886-1963) en faveur du « rapatriement » des Lorrains du Banat, les démarches menées par les comités d'Alsaciens-Lorrains auprès du gouvernement français se heurtent à la présomption de nazisme qui s'attache à eux. À la suite d'une enquête du Renseignement français, Franz Buding, président du Comité des Alsaciens-Lorrains, est ainsi écarté des négociations ; Jean Lamesfeld reste l'unique interlocuteur.

Le 22 novembre 1948, sous l'égide de l'Office national de l'immigration et dans le cadre de la *Frankreich Aktion*, le premier convoi en provenance de Kematen passe la frontière à Strasbourg. En un an et demi, 12 000 personnes entrent en France (4 600 en provenance de Yougoslavie, 6 900 de Roumanie). La majorité des réfugiés est reçue en Allemagne où le gouvernement s'est engagé à offrir à chacun un emploi correspondant à sa qualification professionnelle, sans exiger aucune caution idéologique. Nombreux sont aussi ceux qui choisissent l'émigration vers l'Amérique.

Que reste-t-il des Lorrains du Banat ?

En France, les réfugiés sont répartis dans une vingtaine de départements, là où l'agriculture a besoin de bras. À La Rocque-sur-Pernes, petit village pittoresque du Vaucluse en pleine déshérence, 98 natifs du Banat sont installés entre 1950 et 1966, grâce au dispositif mis en place par le maire Édouard Delbecque et Jean Lamesfeld. Comme aux premiers temps de la colonisation du Banat, ils reconstruisent leur habitat et relèvent l'agriculture ; ils fondent aussi un musée des Lorrains du Banat dont André Rosambert est nommé président d'honneur.



La Roque-sur-Pernes (Vaucluse) : l'implantation de Lorrains du Banat (v. 1954).
Cl. A. Rosambert. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle, 159 J 32.

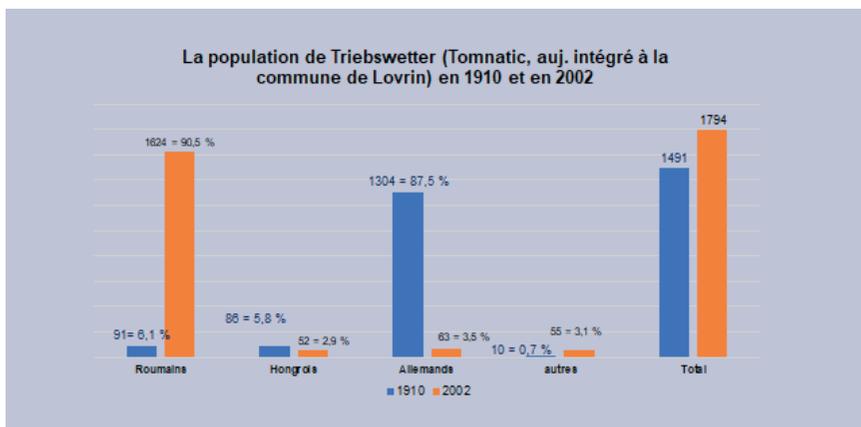
Du côté yougoslave, aujourd'hui serbe, les traces d'une culture née de cent-cinquante années de présence lorraine sont éradiquées de la façon la plus systématique possible. Lorsque les partisans du maréchal Tito occupent les trois villages de Charleville, Saint-Hubert et Seultour, en octobre 1944, le Musée lorrain est pillé, ses collections en grande partie brûlées ; les objets et documents qui échappent à la destruction sont aujourd'hui conservés aux archives historiques de Großbetschkerek (Zrenjanin) et aux Archives nationales de Serbie à Belgrade. Les trois villages lorrains sont fusionnés en 1947 et rattachés à la commune de Kikinda. En 1948, l'église paroissiale catholique est détruite à l'explosif, rasé aussi le cimetière qui est remplacé par un parc.



Carani,
le château du comte de Mercy
aujourd'hui, et l'église v. 1930
et v. 2000.



La mémoire des «Souabes» est mieux préservée dans le Banat roumain, même si la part respective des Allemands et assimilés et des Roumains s'y est complètement inversée en un siècle; les Allemands représentent aujourd'hui à peine trois pour cent de la population. Des traces de la colonisation du XVIII^e siècle subsistent encore, dans le patrimoine avec, par exemple, le château du comte de Mercy à Carani (l'ancien Mercydorf) ou des églises baroques qui constituent autant de variations sur un même modèle; et dans la pratique religieuse puisque les régions de forte immigration «souabe» sont restées des régions de pratique catholique à plus de 10% et même à plus de 75% de la population dans certains villages aux confins de la Serbie et de la Hongrie, et en Transylvanie.



Les papiers de Charles et d'André Rosambert sont aujourd'hui conservés aux archives départementales. Cette communication ne saurait se clore sans un hommage à la mémoire de notre confrère et à son inlassable activité en faveur à la fois de la mémoire lorraine au Banat et des descendants des colons lorrains après la Seconde Guerre mondiale.

Annexe :
Étienne Frecot (1887-1971),
« Français » et citoyen roumain,
par Monsieur Alain Petiot

Membre éminent d'une famille lorraine établie au Banat de Temesvár, Étienne (Stefan) Frecot fait partie des personnalités qui jouent un rôle politique important après la chute de la double monarchie austro-hongroise. Sa vie reflète en quelque sorte les destinées tragiques des Lorrains du Banat dans l'histoire tourmentée de la Roumanie.

La famille Frecot est originaire de la région de Château-Salins, en Lorraine francophone. À l'instar de nombre de leurs compatriotes, Antoine et Charles Frecot émigrent au Banat en 1770. Enregistré à Vienne le 1^{er} octobre, Antoine, charretier, âgé de 52 ans, arrive au Banat le 21 novembre avec sa femme, deux fils et deux filles. Sébastien, l'un des deux fils, né à Coutures en 1757, se trouve dans la colonie lorraine de Saint-Hubert où il épouse, le 7 novembre 1780, Marie Robillard, née à Château-Salins en 1762. Une fille voit le jour à Saint-Hubert en 1781 mais, l'année suivante, le couple s'installe à Triebswetter (Tomnatic, R, Timiș) où douze autres enfants naissent, entre 1782 et 1806. Marie Robillard décède à Triebswetter en 1826 et Sébastien Frecot la rejoint dans la tombe en 1828. Leur nombreuse descendance – des agriculteurs, des artisans, des commerçants, des fonctionnaires – prospère à Triebswetter et dans le Banat, sous les noms de Frecot, Frecau, Frecaut, Freco, Frecout, Freko, Fresko, Fricau, Fricko, Fricot, Friegeau, Frico...

L'aîné des fils de Sébastien, Jean-Joseph, appelé Batis (1789-1857), marié à Marguerite Schreiber, est un paysan aisé, possédant également un moulin à moudre le grain. En 1828, il envoie son fils aîné, Melchior (1813-1896), apprendre le métier de forgeron. Celui-ci fait son apprentissage auprès de plusieurs maîtres à Szeged, à Budapest, à Presbourg et à Vienne. Son voyage de compagnonnage, effectué à pied, dure huit années. Rentré à Triebswetter, il construit avec son père une forge qui coule les premiers essieux métalliques pour les chariots. De sa femme, Marie Klein, Melchior laisse six fils. L'aîné, Joseph (1838-1920), agriculteur, reste, avec sa femme Elisabeth Wolf, très

attaché au culte catholique. Il est le père de Melchior (1860-1915), avocat, syndic du chapitre cathédral de Tschanad (Cenad), co-fondateur et vice-président de la Société des agriculteurs de la Hongrie du Sud (*Südungarischen-Landwirtschaftlichen-Bauernvereins*). Ce dernier laisse deux fils, Étienne, Antoine (né en 1891), sénateur, et une fille, Béatrice (née en 1893), épouse du général Neijahr^[13].

Sujet hongrois

Étienne, né à Temesvár le 20 août 1887, est éduqué chez ses parents par une institutrice française venue de Paris puis à l'école et au lycée des Piaristes de la ville. Il obtient le baccalauréat en 1904 et poursuit des études de droit à Budapest, jusqu'à l'obtention du grade de docteur, en 1910. Devenu avocat, il est mobilisé en 1914 dans l'armée austro-hongroise et sert pendant tout le conflit avec le grade de lieutenant.

Rentré dans sa ville natale après la démobilisation, il est confronté aux troubles qui règnent dans le Banat jusqu'à l'intervention de l'armée royale serbe, en novembre 1918, et l'arrivée d'unités militaires françaises. Constituées en Conseil National Allemand, les colonies du Banat engagent des débats sur leur avenir avec les autorités hongroises, roumaines et serbes. Dès le 27 juin 1919, l'Entente a décidé de partager le Banat entre la Roumanie et la Serbie, contre le gré de ses habitants qui souhaitent le maintien d'une communauté unique rattachée à la Roumanie. Le 10 août, Étienne Frecot est chargé de conduire une délégation à Paris pour plaider auprès de Clemenceau la cause de l'unité du Banat, mais en vain on le sait. Quoi qu'il en soit, il est désormais citoyen roumain, séparé des Banatais lorrains devenus serbes.

Citoyen roumain

Engagé en politique, Étienne Frecot est élu député indépendant du premier parlement de la Roumanie unifiée mais il est convaincu que les intérêts de ses compatriotes du Banat ne pourront être soutenus qu'avec l'appui des partis politiques roumains. À cet effet, il est l'un des fondateurs et représentant du Parti du Peuple (*Volkspartei*) qui regroupe les différentes communautés allemandes de la grande Roumanie : les « Souabes » du Banat, les « Saxons » de Transylvanie et celles, moins importantes, de Bucovine, de Bessarabie et de la Dobrogée (Dobroudja). Pendant l'entre-deux-guerres, l'État roumain accorde une grande autonomie culturelle aux minorités. Le Banat a ainsi son système d'enseignement propre, des ensembles artistiques, des quotidiens, des revues culturelles et des maisons d'édition. Mais il faut observer que c'est au sein des communautés germanophones reconnues par l'État que les descendants de Lorrains francophones et francophiles doivent défendre leur identité et leur culture particulière.

L'arrivée au pouvoir en Allemagne du Parti National Socialiste encourage alors les cercles pangermanistes des Allemands du Banat auxquels les descendants des Lorrains s'opposent. Sous la direction d'Étienne Frecot, ceux-ci s'organisent alors en un groupe séparé des Allemands de Roumanie mais cette initiative est désavouée par le gouvernement roumain qui ne veut pas contrarier l'Allemagne. En revanche, sous la pression des Allemands du Banat et sur l'intervention de l'ambassade du *Reich*, des représailles frappent les familles se déclarant d'origine française. C'est alors, en 1940, la prise de pouvoir du général Ion Antonescu, le *conducator*, qui, à l'instar de Mussolini en Italie, éclipse l'autorité royale et engage la Roumanie aux côtés de l'Allemagne. Enfin, le 21 novembre 1940, un décret-loi constitue le Groupe ethnique allemand (*Volksdeutsche*) de Roumanie qui assimile de fait les descendants des Lorrains. Les enrôlements dans la *Waffen-SS* sont encouragés, voire forcés par des méthodes brutales et des menaces, par le dirigeant du Groupe ethnique allemand de Timișoara, au mépris d'une convention germano-roumaine qui affirme le principe du libre consentement.

En Roumanie communiste

Après la destitution du général Antonescu par le coup d'État du 23 août 1944, la Roumanie se retourne contre l'Allemagne, et les Allemands du Banat sont traités comme des ennemis. L'armée soviétique est à Timișoara le 17 septembre; des Allemands du Banat fuient, d'autres sont enrôlés par les soviétiques ou sont massacrés par des partisans serbes.

S'appuyant sur le Statut des nationalités du 7 février 1945, Étienne Frecot réussit à fonder l'Association des descendants d'anciens colons français du Banat qui vise à développer la langue et la culture françaises, à cultiver les traditions populaires, à fonder des écoles françaises et à aider des étudiants à fréquenter les universités françaises. L'avant-propos du premier bulletin de l'association déclare notamment :

« [...] Nous espérons manifester en premier chef notre reconnaissance envers la Fortune qui nous a permis de vivre en bonne harmonie sur le sol fraternel de notre Patrie d'adoption, la Roumanie, qui, par son libéralisme dont jouissent toutes ses nationalités, a permis notre progrès culturel et matériel.

Nous voulons ensuite témoigner notre entier attachement envers la France où nos aïeux ont vu la lumière du jour et de sa générosité éternelle. Loin d'Elle, mais en la gardant toujours dans nos cœurs, nous voulons rester Français et de bons citoyens roumains; le triomphe de la démocratie sur la tyrannie naziste nous permettant ce vœu.

Ce peuple du Banat, sujet passif des pressions d'une politique impérialiste pratiquée par les hongrois et les allemands est certain qu'il marche sur

une bonne voie lorsqu'il manifeste son être français, lorsqu'il fortifie son âme et son caractère national. L'histoire du siècle dernier nous a fait part de nombreuses leçons ; sachons en tirer tous les enseignements.»

Étienne Frecôt

Mais le parti communiste prend le pouvoir en 1945 puis abolit la monarchie pour instaurer, en 1947, la République populaire de Roumanie. Malgré l'affirmation de l'association de sa loyauté envers l'État, les autorités communistes considérèrent rapidement ses activités comme dangereuses car, selon elles, elles tentent de soustraire ses adhérents au régime de représailles appliqué à la population allemande. Après la déportation de travailleurs allemands en URSS, le Code du travail roumain de 1950 institue le travail forcé, instrument de punition pour les personnes accusées d'être déloyales envers le nouveau régime. Bien qu'il soit déjà âgé, le Docteur Étienne Frecot est obligé de passer deux années (1952-1954) dans un camp, à côté d'intellectuels roumains, allemands, hongrois, bulgares, serbes et juifs. Après sa libération, de santé affaiblie, il poursuit son activité d'avocat. Décédé à Timișoara le 26 juin 1971, il est inhumé dans le cimetière de Calea Lipovei^[14].



Notes

- [1] Membre de l'Académie de Stanislas à partir de 1936, il la préside en 1946-1947. Il fut par ailleurs professeur de droit à l'université de Nancy, avocat (1919-1944), conseiller (1944-1957) puis président à la cour d'appel de Nancy (à partir de 1957).
- [2] Pierre LÆVENBRUCK, « Contribution à l'étude des colonies lorraines de Hongrie », *Le Pays lorrain*, 17^e année, 1925.
- [3] « La Lorraine, foyer d'émigration au début du XIX^e siècle », *Le Pays lorrain*, 18^e année, n° 232, 1926 ; « Départ d'émigrants lorrains en 1770 », *Mémoires de la société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*, 1926-1927, p. 265-275.
- [4] Les premiers conférence et article (dans la *Revue lorraine d'anthropologie*) d'André Rosambert sur la question des Lorrains du Banat remontent à 1930, après son premier voyage.
- [5] Le Dr Lothar Renard a ainsi reconstitué à partir des registres paroissiaux de Triebswetter la généalogie de toutes les familles du lieu – travail qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage en six volumes.
- [6] Voir les recherches menées par le journaliste et écrivain suisse Willi Wottreng.

- [7] André ROSAMBERT, « Le curieux et douloureux destin des « personnes déplacées » d'origine lorraine », discours prononcé par M. Rosambert, conseiller à la Cour, 2 octobre 1948, Nancy, 1948.
- [8] Georg REISER, *Zur spät-theresianischen Ansiedlung im Banat*, Budapest, 1937, p. 45 (carte).
- [9] *Recueil des édits, ordonnances... du règne de Léopold I^{er}*, t. III, Nancy, 1734, p. 19.
- [10] Voir en annexe la notice historique consacrée à Étienne Frecot par Alain Petiot.
- [11] En l'honneur du prince Eugène de Savoie-Carignan (1663-1736), libérateur du Banat de Temesvar : fils d'Olympe Mancini (nièce de Mazarin), cousin du roi et élevé à Paris, il se met au service des Habsbourg et prend la succession du duc Charles V de Lorraine comme généralissime des armées impériales. Il est inhumé à la cathédrale Saint-Étienne à Vienne.
- [12] Sur l'histoire de la déportation des minorités allemandes de Roumanie, on se reportera au roman du prix Nobel de littérature Hertha Müller à partir de la déportation des Allemands ethniques de Hermmanstadt (Sibiu), en Transylvanie, *Atemschaudel*, publié en allemand en 2009 et traduit en français sous le titre *La Bascule du souffle*, Paris, Gallimard, 2010.
- [13] Lothar RENARD, *Familienbuch der katholischen Gemeinde Triebswetter im Banat mit Auswertung der Kirchenbücher*, vol. 1-6, HOG (Heimatortsgemeinschaft) Triebswetter, [s.d.]; Dr Heinz VOGEL, *Das Treffel Buch*, Temesvár, 1999 (version électronique).
- [14] Vasile DUDAS, « Ștefan Frecot », *Analele banatului, SN., Archeologie – Istorie*, vol. XVI, 2008.

